

DU PLAN TECHNIQUE AU PLAN ÉCONOMIQUE

par M. Henri de Man,

Chargé de cours à l'Université Libre de Bruxelles.

Les mesures financières et économiques qui marquent les débuts du terme du Président Roosevelt ouvrent un chapitre nouveau dans l'histoire de l'interventionnisme étatiste. Les partisans du mouvement vers l'économie dirigée ont sans doute raison d'y voir un pas très important vers la réalisation de leurs idées. Et même si ce pas était aussi maladroit que le croient beaucoup de ses adversaires, il n'en signifierait pas moins l'entrée des Etats-Unis dans une voie qui, il y a une couple d'années encore, paraissait inimaginable. Economie bien dirigée ou économie mal dirigée, c'est toujours de l'économie dirigée. Aussi bien peut-on, indépendamment du jugement que l'on porte sur les mesures en question, ou que l'on se réserve de porter après l'expérience achevée, noter dès à présent ce fait incontestable : c'est que le caractère drastique de ces mesures indique un accroissement surprenant de l'autorité gouvernementale en matière économique.

On peut dire que l'autoritarisme même de cette politique a été un élément essentiel de son succès, en tant que celui-ci dépend de la répercussion des mesures gouvernementales sur l'opinion publique. Trois ans de crise ont suffi à créer chez celle-ci un état d'angoisse chronique dont résulte un besoin profond d'intervention impérieuse. La moindre velléité de ce genre aurait soulevé jadis un tollé général dans ce pays classique du libéralisme économique. Depuis toujours, l'autorité de l'Etat ne devait servir qu'à garantir la liberté de la concurrence, comme on l'a vu au cours de la lutte contre la trustification. Actuellement, la situation psychologique s'est renversée. Un sentiment général d'inceititude a répandu la conviction que ce qui manque le plus à l'activité économique, c'est la direction par une volonté coordinatrice. Visiblement, on en est arrivé au point où l'opinion des grandes masses est disposée à saluer tout acte de volonté gouvernementale et à l'approuver en raison de l'autorité qu'il s'arroke bien plus qu'en raison du caractère spécifique des objectifs poursuivis. Il semble qu'on ait été bien près de dire : peu importe ce que l'on fera, pourvu que l'on fasse quelque chose, et qu'on le fasse vite et vigoureusement !

L'histoire de l'Europe, au cours de ces deux ou trois dernières années, nous fournit assez d'exemples d'une évolution analogue d'une grande partie de l'opinion publique, pour qu'il nous soit facile de comprendre comment elle découle des perturbations sociales créées par la crise économique mondiale. Dans l'ensemble, la réaction psychologique de l'opinion américaine se dis-

tingue surtout de celle des grands pays européens par une oscillation beaucoup plus rapide entre des extrêmes bien plus marqués. On est tombé de plus haut et on a donc l'impression d'être tombé plus bas. Mais cet écart psychologique entre l'Amérique et l'Europe actuelles n'est pas seulement dans la quantité et l'intensité de telles variations, il y entre aussi certains éléments qualitatifs assez différents. Parmi ceux-ci, il en est un que je voudrais retenir spécialement ici, parce qu'il peut aider à comprendre les causes psychologiques du mouvement américain pour la technocratie qui a tant fait parler de lui ces derniers mois. Je songe au rôle joué, dans le revirement récent de l'opinion publique, par ce que l'on pourrait appeler l'apport de la pensée technique aux conceptions de l'économie.

S'il est vrai, d'une part, que le mouvement d'opinion vers une économie dirigée s'est développé plus vite et plus vigoureusement en Amérique qu'en Europe durant ces dernières années, il est également vrai que dans ce courant d'idées, la mentalité du technicien ou de l'ingénieur y joue un rôle plus grand que dans les pays européens, où les conceptions les plus répandues de l'économie dirigée sont plus directement influencées par des considérations moins intrinsèquement économiques.

Assurément, l'influence de la mentalité d'ingénieur sur les conceptions économiques n'est limitée ni aux Etats-Unis, ni à l'époque présente. La notion d'une ordonnance rationnelle de l'activité économique d'ensemble, en vertu d'une logique analogue à celle du « planning » technique, est aussi vieille et aussi répandue que la technique industrialiste elle-même. Dès que, dans le processus de la production, on voit se différencier les fonctions de la direction technique par rapport à celles de la direction financière ou commerciale, il y a place pour une mentalité de producteur distincte de la mentalité de vendeur ou d'entrepreneur.

Voici plus de cent ans que Saint-Simon a donné la formule théorique de cette mentalité, et dans son livre récent sur les « Idées politiques de la France », M. Albert Thibaudet a raison de rattacher par une filiation ininterrompue le productivisme saint-simonien aux formes que revêt, dans la France contemporaine, ce qu'il appelle l'esprit industrialiste. Il définit cet esprit comme « la subordination du point de vue politique à celui de la production ». L'influence de la pensée saint-simonienne se retrouve jusque dans le

vocabulaire de ceux qui représentent actuellement en France ce que M. Thibaudet appelle l'industrialisme. Les termes « producteur » et « industriel », par exemple, sont employés actuellement par M. Georges Valois et ses « jeunes équipes syndicalistes » dans le sens assez spécial que leur donne leur association originelle avec le système saint-simonien. Et l'on trouve une parenté de pensée et de vocabulaire très analogue dans la doctrine « productiviste » de notre compatriote, feu M. Ernest Solvay.

Bien qu'il ne s'agisse pas dans tout cela de technocratie, au sens précis et extrême qui a été donné récemment à ce mot aux Etats-Unis, on y retrouve les idées maîtresses de ce mouvement, et surtout une certaine façon de penser modelée par l'habitude du travail d'organisation et de direction technique.

Les Allemands qui, ici aussi, se sont montrés plus enclins à la systématisation philosophique, ont essayé d'ériger cette façon de penser en une espèce d'empire autonome de la volonté humaine. La *Philosophie de la Technique* du professeur Friedrich Dessoer, l'un des plus retentissants parmi les nombreux livres qui ont été consacrés en Allemagne à l'exposé de ces doctrines, propose une revision des catégories fondamentales de la critique Kantienne de la connaissance, dans le but exprès d'y faire place à ce qu'il appelle « le quatrième empire » de l'activité humaine : la technique, devenant en quelque sorte un achèvement de l'œuvre divine de la création. Un autre auteur allemand, beaucoup lu depuis un an, M. Heinrich Hardensett, dans un livre intitulé *Der Kapitalistische und der Technische Mensch*, a fortement systématisé l'opposition traitée depuis une vingtaine d'années par Thorstein Veblen entre l'« ingénieur » et le « financier ». Il y voit deux types d'humanité caractérisant non seulement deux fonctions différentes, mais encore deux phases distinctes de l'histoire de la civilisation : l'homme « capitaliste » dont le règne touche à sa fin et l'homme « technique » dont le règne commence. Pour lui, l'homme est « capitaliste » quand « ses intérêts prédominants sont orientés vers l'acquisition au moyen de capital »; par contre l'homme est « technique » quand « ses intérêts prédominants sont orientés vers la production d'objets ». Un autre théoricien du même mouvement, M. Robert Weyrauch, avait, dès 1922, rapporté cette différence à l'opposition de deux mondes de valeurs; celui du monde ancien, où la mesure des valeurs est le profit économique, et le monde naissant où cette mesure est donnée par le rapport entre un effort humain et la satisfaction de besoins humains.

La différence entre l'entrepreneur et le producteur apparaît avec une acuité particulière, selon M. Hardensett, dans la conception de la distribution des biens. Pour l'homme « capitaliste », cette distribution doit être organisée de façon à réaliser un maximum de profits; pour l'homme « technique », son organisation doit être subordonnée au souci de satisfaire un maximum de besoins. Pour celui-ci, les biens produits ne sont pas en premier lieu des marchandises,

mais des objets de consommation. Un régime de distribution organisé selon le point de vue de l'homme « technique » n'accorderait aucune place, d'après M. Weyrauch, à la suggestion, à la réclame et à tous les autres moyens par lesquels on essaie, coûte que coûte, d'obtenir des commandes; il essaierait, au contraire, d'adapter la production à un niveau de besoins que l'on commencerait par fixer au moyen de statistiques, d'orienter les consommateurs vers la consommation des biens techniquement les plus aptes à satisfaire ses besoins existants, etc. Les fonctions marchandes n'ont plus dès lors de raison d'être que dans la mesure où elles répondent à ces désiderata de la technique de la distribution.

Au fond de toutes les doctrines de ce genre, on trouve la même tendance à organiser la vie économique selon des plans analogues à ceux qui règlent l'activité technique. De là, l'idée même de l'économie dirigée, telle qu'elle se manifeste avec une clarté particulière dans ses formules anglo-saxonnes, qui l'appellent « planning ». La caractéristique de la fonction technique moderne est précisément qu'aucun travail n'est entrepris sans avoir été préalablement conçu sous forme d'un plan, qui essaie d'adapter le mieux possible les procédés d'exécution au but poursuivi. Cette activité est soumise toute entière au principe, dit économique, du moindre effort pour le plus grand rendement; mais ici la mesure de ce rendement n'est pas le profit réalisé par une transaction commerciale, mais bien l'économie de force employée à la réalisation d'un objet utile.

C'est pourquoi l'esprit producteur ou technicien est porté à rechercher des étalons des valeurs basés sur des unités d'énergie. Cette tendance se manifeste jusque dans les propositions des technocrates, européens autant qu'américains, pour l'établissement d'une monnaie basée, soit sur le kilowatt-heure, soit sur une autre unité qui puisse être théoriquement considérée comme unité de mesure de l'énergie mécanique et de l'effort humain.

Si tout cela apparaît actuellement avec une netteté plus grande aux Etats-Unis qu'en Europe, c'est que la pensée technique y a eu, jusqu'il y a quelques années, un champ d'action beaucoup plus vaste et beaucoup plus libre. C'est grâce à elle que l'industrie américaine a connu, pendant les années d'après-guerre, une augmentation de sa productivité bien supérieure à celle des pays européens. La coïncidence entre la phase technique de la rationalisation et la phase économique de la déflation d'après guerre y a fait croire à la possibilité d'une extension indéfinie de la capacité d'absorption du monde pour une production sans cesse accrue. La production efficiente d'un maximum d'objets avec un minimum de travail humain y était devenue, en quelque sorte, commandement religieux; une véritable mystique tendait à donner un caractère presque sacré à l'activité de tous ceux qui participaient à hausser le niveau de la production.

On comprend donc aisément que, la crise venue, les croyants les plus fervents de cette mystique furent

frappés d'autant plus fort par le déséquilibre qu'elle révélait entre la capacité de production et la capacité de consommation. C'est pour avoir ainsi vu s'éteindre des espérances particulièrement exaltées, que l'élite des techniciens américains a été amenée à propager, quant aux causes de la crise, des conceptions beaucoup plus radicales que celles qui prévalent dans les milieux analogues en Europe.

Cela ressort avec une clarté particulière du rapport, publié en juin 1932, par l'« American Engineering Council », la grande organisation centrale des ingénieurs américains. Ce rapport est le couronnement d'une enquête, commencée dès janvier 1931, par une commission désignée couramment sous le nom de « Commission Flanders-Wallace », d'après les noms de son président et de son principal collaborateur scientifique.

L'idée maîtresse de cette analyse des causes de la crise, et de ces propositions pour y remédier, est que la poursuite d'une productivité accrue ne peut pas être dissociée de la recherche des moyens par lesquels on peut assurer un accroissement correspondant de la capacité d'achat de la masse des consommateurs. Le rapport ne cache pas sa conviction de ce que le régime économique, soumis à l'action non contrôlée du mobile du profit, n'est plus capable d'assurer cette concordance et tend, au contraire, à s'en éloigner de plus en plus.

La discussion approfondie des vues théoriques et des propositions de réforme du comité Flanders-Wallace exigerait un volume. Il peut suffire ici de les considérer au point de vue de la lumière qu'elles jettent sur les transformations récentes de l'état d'esprit des catégories sociales dont ce comité exprime les vœux. Rien de plus caractéristique à ce sujet que de constater que l'idée, jadis prédominante, du développement de la production est passée complètement à l'arrière-plan. Cela apparaît dans le diagnostic de la crise, qui est considérée en premier lieu comme crise de sous-consommation due à ce que le revenu du travail, base de la capacité d'achat du marché intérieur, ne s'est pas développé dans la même proportion que la productivité industrielle et le capital d'épargne non réinvesti. Mais cela apparaît aussi dans la conception du but positif poursuivi. Voici comment cet objectif est formulé dans le préambule du rapport : « Le comité, familiarisé avec l'idée de la domination des forces de

la nature et de l'utilisation de ses produits au moyen de la technique moderne, est convaincu de ce que cette méthode est également applicable au contrôle de beaucoup de forces économiques », et recherche « une politique gouvernementale, financière et économique capable d'assurer un standard de vie suffisamment élevé étendu aux couches les plus larges de la population, et à l'abri d'oscillations dangereuses ».

Le critérium essentiel d'un régime économique désirable serait donc un niveau de vie élevé et une économie sans crises. La poursuite de ces deux objectifs, qui résulte d'une application méthodique du planning technique au régime de l'économie, fait fort bien ressortir le caractère particulier de l'apport de la pensée technique au mouvement d'opinion actuel. La catégorie sociale, dont le type est l'ingénieur ou d'une façon plus générale le technicien, se distingue de la plupart des autres couches sociales participant à la vie industrielle, en ce que le mobile de son activité économique n'est pas en premier lieu un intérêt acquisitif. Moins accablé par le souci immédiat d'un minimum d'existence matérielle que la masse des travailleurs manuels, moins intéressé à la réalisation de profits que les couches capitalistes, ce groupe social intermédiaire paraît plus apte, de par la fonction qu'il exerce dans la production, à concevoir celle-ci comme l'expression d'une utilité ou nécessité générale, plutôt que comme moyen de satisfaire des intérêts économiques particuliers. C'est à cela, sans doute, qu'il faut attribuer le fait que dans les revirements d'opinion qui accompagnent aux Etats-Unis le développement de la crise économique, les conceptions d'une économie dirigée selon les principes du planning technique jouent un rôle particulièrement important. Dans l'état actuel des choses tout au moins, ces idées exercent une influence qui dépasse singulièrement la portée statistique des groupes sociaux dont elles sont issues et le poids des intérêts matériels qu'elles représentent.

C'est là une situation favorable à la conjonction entre une volonté directrice disposant du pouvoir exécutif et une opinion publique dominée par la menace d'un péril général, qui ne pourra être écarté que par l'exercice vigoureux d'une telle volonté. L'avenir seul pourra nous dire si ce qui s'est fait et ce qui se fera encore sous le signe de cette conjonction est capable de satisfaire les espérances des foules angoissées.